

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 180/04

AFR 25/006/2004 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE / ARRESTATIONS ARBITRAIRES PRISONNIERS D'OPINION

ÉTHIOPIE

Diribi Demissie (h), président de l'association *Mecha Tulema*

Gemechu Feyera (h), vice-président de *Mecha Tulema*

Sentayehu Workneh (h), trésorier de *Mecha Tulema*

13 autres membres de l'ethnie oromo dont on ignore l'identité

Londres, le 21 mai 2004

Le 18 mai, 15 Oromo, dont Diribi Demissie et Gemechu Feyera, ont été arrêtés à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. Sentayehu Workneh, quant à lui, a été appréhendé le 20 mai. Selon certaines sources, ils sont détenus au secret au département central d'enquêtes (également connu sous le nom de *Maikelawi* ou de 3^e poste de police). Des personnes placées en détention pour des raisons politiques y auraient subi des tortures et des mauvais traitements par le passé. Amnesty International considère ces 15 personnes comme des prisonniers d'opinion.

Sentayehu Workneh aurait été roué de coups lors de son arrestation.

Diribi Demissie est le président de *Mecha Tulema*, une organisation oromo à vocation sociale bénéficiant d'un statut officiel. Gemechu Feyera est le vice-président de cette association, et Sentayehu Workneh son trésorier. Des étudiants seraient au nombre des autres personnes appréhendées. La police a déclaré qu'ils étaient soupçonnés d'être impliqués dans une attaque à la grenade, survenue le 29 avril à l'université d'Addis-Abeba, et qui a coûté la vie à un étudiant. D'après certaines informations, la police accuse *Mecha Tulema* d'avoir joué un rôle dans cet attentat par le biais du soutien financier qu'elle a accordé à des étudiants exclus de l'université en janvier. La police affirme que ceux-ci entretiennent des liens avec le Front de libération oromo (FLO), un groupe armé d'opposition basé en Érythrée.

Amnesty International pense que Diribi Demissie, Gemechu Feyera et Sentayehu Workneh ont été placés en détention pour des raisons d'opinion, et qu'ils n'ont ni prôné la violence ni soutenu le FLO. *Mecha Tulema*, qui est une organisation apolitique, est en activité depuis plus de quarante ans malgré le harcèlement auquel les autorités la soumettent régulièrement. L'association a récemment réuni des fonds afin d'aider plus de 300 étudiants oromo appréhendés le 21 janvier sur leur campus ; ils protestaient contre l'arrestation de huit étudiants de la même ethnie accusés de s'être livrés à des actes de vandalisme à l'université, notamment d'avoir brisé des vitres. Les 300 jeunes gens ont été emmenés au camp d'entraînement de la police, à Kolfe, où ils ont été battus et contraints à ramper sur des pierres. Ils ont été relâchés quelques jours plus tard ; la plupart ont été exclus de l'université à titre temporaire et 25 à titre définitif. Les huit autres étudiants ont été libérés sous caution peu après (voir l'AU 30/04, AFR 25/003/2004 du 23 janvier 2004).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Dans la région d'Oromia et dans la capitale de l'Éthiopie, Addis-Abeba, les quatre derniers mois ont été marqués par des troubles et des arrestations de membres de l'ethnie oromo (une des « nationalités » les plus représentées en Éthiopie). Ceux-ci avaient protesté contre une décision du gouvernement fédéral prévoyant le transfert des bureaux de la région administrative d'Oromia (qui se trouvaient jusque-là à Addis-Abeba) dans la ville d'Adama (également connue sous le nom de Nazret), située au sud-est de la capitale, à une centaine de kilomètres. Les Oromo estiment que ce transfert est contraire à leurs intérêts.

Le 4 janvier 2004, *Mecha Tulema* a organisé une manifestation à Addis-Abeba pour protester contre ce transfert. La police a déclaré la manifestation illégale et a procédé à l'arrestation de plusieurs responsables de l'association, dont son président, Diribi Demissie, ainsi que de nombreux manifestants, et a dispersé les autres à coups de bâton. Les personnes appréhendées ont été maintenues en détention pendant des heures, voire des jours, et un grand nombre d'entre elles ont dit avoir été rouées de coups au cours de leur incarcération (voir l'AU 03/04, AFR 25/001/2004 du 6 janvier 2004).

En février et en mars, des centaines de jeunes scolarisés et d'enseignants ont été arrêtés dans la région d'Oromia pour avoir pris part à des manifestations similaires et demandé la libération des étudiants. Nombre d'entre eux ont été maintenus en détention sans jugement et auraient été torturés. De nombreux établissements scolaires de la région d'Oromia sont toujours fermés et les arrestations se poursuivent (voir l'AU 148/04, AFR 25/005/2004 du 19 avril 2004).

Au cours des deux derniers mois, plusieurs écoles et établissements de l'enseignement supérieur de la région d'Oromia, ainsi que l'université d'Addis-Abeba, ont été la cible d'attaques à la grenade, qui ont fait entre trois et sept morts et des dizaines de blessés parmi les étudiants. Le gouvernement accuse le FLO d'être à l'origine de ces manifestations et attentats, ce que ce groupe armé nie. Pendant cette période, plusieurs autres Oromo ont été arrêtés à Addis-Abeba, accusés d'entretenir des liens avec le FLO et placés en détention au secret dans un lieu inconnu. Il pourrait s'agir de prisonniers d'opinion. Certains ont des liens avec *Mecha Tulema* : Dechassa Benti (h) et Shane Korma (h), membres du comité de gestion de l'association, ainsi que Legesse Detti (h), ancien secrétaire, arrêtés à la mi-mars ; Dabassa Wakjira (h) et Shifferaw Insermu (h), de la télévision d'État en langue oromo, appréhendés le 22 avril et accusés d'avoir communiqué des renseignements au FLO ; Ashebir Kebede (h), Lelisse Timkata (f), Fikreselassie Bulcha (h), de *Hundee*, une ONG œuvrant dans le domaine du développement, et Dirar Abdissa (h), issu d'une autre association d'aide aux Oromo.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à libérer immédiatement et sans condition Diribi Demissie, Gemechu Feyera et Sentayehu Workneh, responsables de *Mecha Tulema*, qu'Amnesty International considère comme des prisonniers d'opinion n'ayant ni prôné ni utilisé la violence ;
- exprimez l'inquiétude que vous inspire le fait qu'ils soient détenus au secret et risquent d'être soumis à la torture ou à des mauvais traitements ;
- exhortez les autorités à déférer les 16 détenus à la justice et à leur permettre d'entrer en contact avec leurs proches, de bénéficier de soins médicaux et de s'entretenir avec des avocats ainsi qu'avec des membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), organisation qui effectue des visites dans les prisons éthiopiennes ;
- engagez les autorités à ouvrir de toute urgence des investigations sur les privations de liberté arbitraires auxquelles sont soumis d'autres responsables ou ex-responsables de *Mecha Tulema*, notamment Dechassa Benti, Legesse Detti et Shane Korma, ainsi que d'autres personnes également détenues au secret sans inculpation et contre lesquelles les autorités portent des accusations similaires (nommez quelques-unes des personnes citées ci-dessus) ; demandez-leur instamment d'autoriser ces personnes à entrer en contact avec leurs proches et à s'entretenir avec des avocats, puis de les présenter sans délai à une autorité judiciaire et de les inculper d'une infraction dûment reconnue par la loi ou de les libérer immédiatement.

APPELS À :

Premier ministre :

His Excellency Meles Zenawi
Prime Minister
Office of the Prime Minister
P O Box 1031
Addis Ababa
Éthiopie

Télégrammes : Prime Minister, Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 1 552 020

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Premier ministre,

Ministre de la Justice :

Mr Harke Haroye
Minister of Justice
Ministry of Justice
P O Box 1370
Addis Ababa
Éthiopie

Fax : +251 1 520874 / 517775

Formule d'appel : *Dear Minister*, / Monsieur le Ministre,

Responsable de la police au niveau fédéral :

Mr Workneh Gebeyehu
Commissioner of Police
Ministry of Federal Affairs
P O Box 5068
Addis Ababa
Éthiopie

Télégrammes : Police Commissioner, Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 1 552 020

Formule d'appel : *Dear Commissioner*, / Monsieur,

COPIES À :

Directeur de la Sécurité :

Mr Getachew Assefa
Head of Security
Office of the Prime Minister
PO Box 1031, Addis Ababa
Éthiopie

Fax : +251 1 552 020

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 2 JUILLET 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.